

# Département des systèmes agroalimentaires et ruraux CIRAD-SAR

## REHABILITATION DEVELOPPEMENT RURAL ET PLANIFICATION

Délégation de l'Agriculture de Huambo

*Rapport de mission  
auprès du projet TCP/Ang/6611*

*Région de Huambo  
du 09 au 27 avril 1996*

Jean-Philippe TONNEAU  
CIRAD-SAR 55/96

# **REHABILITATION DEVELOPPEMENT RURAL ET PLANIFICATION**

**Délégation de l'Agriculture de Huambo**

*Rapport de mission  
auprès du projet TCP/Ang/6611*

*Région de Huambo  
du 09 au 27 avril 1996*

Jean-Philippe TONNEAU  
CIRAD-SAR 55/96

## **AVERTISSEMENT**

Durant cette mission, J.Ph. TONNEAU a travaillé en étroite collaboration avec MM. JAPIOT et DUARTE DE CARVALHO. Le rapport fera mention des travaux de ces derniers, en les résumant.

## SOMMAIRE

	Page
<b>- RESUMÉ</b>	04
<b>- PRINCIPALES CONCLUSIONS</b>	05
<b>- INTRODUCTION</b>	10
<b>1. CONTEXTE ET ATTENTES DU PROJET</b>	11
1.1. Une agriculture coloniale puissante	11
1.2. Une situation dégradée	13
1.3. Une situation d'urgence 1992-1995	13
1.4. Des programmes de réhabilitation	14
1.5. De très fortes contraintes	15
1.6. Ambitions du projet pilote	16
<b>2. LE DIAGNOSTIC</b>	17
2.1. Introduction	17
2.2. Les zones proches des villes	19
2.3. Les zones les plus éloignées	21
<b>3. DES ORIENTATIONS POUR LE PROJET</b>	22
<b>4. DES ACTIONS : UN PLAN DE TRAVAIL</b>	23
4.1. Introduction	23
4.2. Le diagnostic régional	24
4.3. La multiplication des semences	25
4.4. La fertilité	26
4.5. La réintroduction des animaux de trait	26
4.6. Financement de la production agricole	27
<b>5. ATOUS ET CONTRAINTES DU PROJET</b>	28
<b>6. RECOMMANDATIONS</b>	28

## **RESUMÉ**

Jean-Philippe TONNEAU s'est rendu en Angola du 09 au 27 avril 96, en appui au projet pilote de réhabilitation de Huambo.

Le rapport présente les grandes lignes du diagnostic régional, propose des orientations de travail pour le projet et émet des recommandations pour garantir la continuité des travaux.

## **MOTS CLES**

Angola, Huambo, Recherche/Développement/Formation, planification.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

1. Jean-Philippe TONNEAU s'est rendu en Angola du 09 au 27 avril 96, auprès du projet pilote de réhabilitation de l'agriculture et de l'élevage de la province de Huambo - TCP/Ang/6611.

Les objectifs assignés à cette mission étaient de finaliser le diagnostic, d'animer le séminaire de démarrage du projet et de développer avec les équipes concernées la méthodologie et le contenu des différentes sous-composantes.

2. Le modèle de développement colonial agricole de la province de Huambo, basé sur la production et la commercialisation du maïs est une référence pour de nombreux acteurs. Mais ce modèle apparaît peu adapté à la situation actuelle de l'Angola. Le diagnostic réalisé par les équipes du projet pilote de réhabilitation a mis en évidence deux situations contrastées :

- les zones proches des villes et du couloir des axes de circulation ont le plus souffert des perturbations liées aux conflits. Les systèmes de production ont été profondément décapitalisés et le niveau de production, du fait de la rareté des moyens de production est limité. Mais ces zones bénéficient aussi de l'avantage de la proximité des marchés. Dans ces zones, les problèmes principaux semblent liés à la production (fertilité des sols, absence de moyens de production...). La déstructuration sociale est impressionnante. De nombreuses familles vivent d'une économie "de survie" (bois de feu et de charbon, cueillette des fruits sauvages, production de boissons alcooliques).
- les zones éloignées des villes et des axes de circulation ont moins souffert de la guerre. La situation de production y est meilleure, le niveau de production est plus élevé, les moyens de production plus conséquents. Par contre, leur enclavement a empêché l'évacuation des produits et des excédents existants. Ce n'est que récemment que les commerçants ont repris leurs activités et ont permis l'évacuation d'un certain nombre de produits, évacuation qui peut être constatée aux points de contacts entre les zones UNITA (où cette situation est la plus fréquente) et les zones gouvernementales. En particulier, la ville de Tchikala-Tcholohanga (Vila Nova) semble être un centre de transit important.

Les systèmes de production souffrent de graves limitations. L'absence de moyens de production, en particulier des animaux de trait et de matériel agricole est généralisée. Les coûts actuels des intrants, en particulier des engrais, sont très élevés et les perspectives à court terme de les subventionner sont minimales. Enfin, les services de l'Etat sont inexistantes.

3. Les orientations à donner au projet doivent prendre en compte cette situation très particulière. Les actions doivent d'abord viser à restructurer les services d'état et les organisation paysannes et à définir le rôle respectif de l'Etat, des commerçants, des privés, des ONGS très présentes et des producteurs et de leurs organisations.

Les actions doivent s'inscrire dans la perspective d'une réponse aux besoins alimentaires d'abord régionaux (les centres urbains) et nationaux. D'autant plus que l'accroissement prévisible des revenus (sortie de l'économie de guerre), lié au programme de reconstruction et aux salaires et subventions distribués par l'Etat et l'aide internationale, devrait entraîner une augmentation de la consommation et de la demande en produits d'origine rurale.

Le développement des zones rurales de la région de Huambo passera par la capacité à répondre, en temps réel, à cette augmentation de la demande.

4. La connaissance de la situation reste insuffisante, en particulier au niveau de :
  - la nature de la demande et de la modification prévisible, qualitativement et quantitativement (diversification des habitudes alimentaires).
  - la capacité des systèmes ruraux à répondre à cette demande, de manière durable (respect des équilibres écologiques et économiques). En particulier, la disponibilité en terre, le niveau exact de la fertilité actuelle des sols et les moyens de production disponibles (essentiellement animaux de trait et matériel agricole) doivent être mieux connus. Par ailleurs, des essais doivent permettre d'augmenter le nombre de spéculations possibles.
  - l'organisation des marchés et filières qui se mettent progressivement en place. Permettra-t-elle la mise en marché des produits ?
  - la politique agraire pour fournir à la fois les moyens de production et les intrants ?

Les réponses à ces questions passeront par la mise en place d'un système d'information permettant la collecte des données nécessaires à la perception des évolutions de l'économie régionale.

5. Le projet a un mois d'existence. Durant cette très courte période, le projet s'est installé (bureau provisoire, moyens de déplacement garantis). Un diagnostic a permis de donner quelques orientations. Des équipes ont été constituées. Des séminaires de lancement ont permis la présentation des objectifs du projet à l'ensemble des acteurs. L'acceptation en a été bonne. Un programme de travail pour les trois prochains mois a été élaboré. Compte tenu des difficultés spécifiques d'une situation de crise et de sortie de guerre, les résultats sont tout-à-fait satisfaisants.



6. Les activités prévues traduisent les orientations nées du diagnostic. Elles concernent le diagnostic régional, la multiplication de semences, la fertilité, la traction animale, le financement de la production agricole.
7. L'obtention de données sur l'économie régionale est une priorité du projet. Elle passera par la constitution d'un système d'information. Le terme de système d'information est utilisé pour caractériser la nécessité d'une actualisation périodique des données concernant la production et la commercialisation. Dans un premier temps, l'objectif est de finaliser le diagnostic régional d'ici août, grâce à des enquêtes complémentaires qui concerneront :
  - des données de base concernant la région de Huambo (estimation de population, de production...),
  - des diagnostics rapides dans les zones nord et sud de la province pour vérifier les conditions de production de ces zones (hypothèses de décapitalisation moindre),
  - un recensement complet des quatre villages (population, troupeau),
  - des enquêtes sur la consommation des principaux centres urbains,
  - l'analyse des circuits de commercialisation, en se focalisant sur les principaux marchés de la région (marchés consommateurs des centres urbains et marchés d'échanges actuellement aux points de contact entre les zones du Gouvernement et de l'UNITA).

A terme, l'objectif sera de pérenniser le système d'information (observatoire sur la région permettant une actualisation périodique des données).

8. La composante multiplication de semences comportera deux axes de travail. Le premier concernera la multiplication des semences actuellement les plus utilisées ou très fortement demandées dans les villages : maïs, haricot, niébé, légumes divers. Pour la prochaine saison de cultures (semis en juillet), la production de semences concernera légumes, pommes de terre et maïs. Le choix de ces cultures a été fait en fonction des besoins exprimés par les agriculteurs, mais surtout des disponibilités de semences. L'objectif est, avant tout, de former les agriculteurs à la multiplication de leurs propres semences dans la perspective de difficulté d'obtention des intrants. Il s'agit, en fait, d'abord de développer une capacité à gérer le stock semencier. La production de semences proprement dite sera confiée à la station de Chianga et à un point d'essais régional situé à Bailundo, le projet fournissant les intrants nécessaires.

Des tests de vérification de la qualité et de l'adaptation des semences de maïs et pomme de terre introduites en conditions paysannes, seront effectués parallèlement.



A la lumière des premiers résultats et en fonction des disponibilités en semences de qualité, un nouveau programme sera élaboré pour la saison de culture commençant en octobre.

Le deuxième axe est plus prospectif. Il sera de la responsabilité de Chianga et du point d'essais de Bailundo. Dans la perspective d'une diversification des cultures, il s'agira de sélectionner des espèces et des variétés moins exigeantes que le maïs (sorgho) ou garantissant une sécurité alimentaire (manioc et niébé) ou permettant de répondre à des besoins oléagineux (arachides). Des collections provenant des centres internationaux de recherche (sorgho, haricot, niébé, arachide) ou de la production locale (manioc) seront constituées en vue de la sélection des meilleures variétés potentielles. Au fur et à mesure des résultats, elles seront distribuées et testées en milieu paysan. Cette action a l'avantage de redynamiser la recherche en ciblant ces activités sur les besoins des agriculteurs.

9. Le diagnostic a montré l'importance des problèmes de fertilité et les difficultés à aborder ce problème. Il apparaît donc que l'essentiel du travail doit être, dans un premier temps, consacré à une étude sur les conditions exactes de la fertilité et sur la nature du compost utilisé.
10. La réintroduction des animaux de trait est une demande généralisée. Elle aura une action déterminante sur le niveau de production. Elle ne sera proposée que dans le cas où la disponibilité en terre est suffisante. Par ailleurs, elle devra être couplée avec des actions de prévention et de suivi sanitaire conséquentes. Enfin, les critères de choix des bénéficiaires devront être particulièrement bien pensés, à la fois en terme économique (qui pourra rembourser ?) et sociaux. Cette action sera engagée courant août pour se réaliser à compter du mois d'octobre.
11. Suite au diagnostic, les crédits pourront être appliqués principalement au développement des bas-fonds par l'irrigation, à la réintroduction de l'élevage (petit élevage de recapitalisation et animaux de trait) et au remplacement du matériel agricole. Des actions pour le développement de petites unités de transformations artisanales pourront être étudiées (financement de l'achat des produits agricoles). Ces actions devront être précisées, ainsi que les modalités de crédit grâce à une mission d'expert en juillet-août. Elles pourront être initiées à compter de septembre 96.
12. Le projet "réhabilitation" est un projet ambitieux mais relativement bien adapté à la réalité de la province de Huambo. Sa mise en place a été plus que satisfaisante. Une dynamique de groupe s'est créée, une volonté de travail s'est faite jour, concrétisée dans la programmation d'activités avec responsabilisation de chacun des acteurs.

Néanmoins, le projet devra affronter un certain nombre de difficultés. Le problème de logistique en est la première. Une partie importante du travail de la volontaire des Nations Unies sera de coordonner les activités de logistique.

La mobilisation des cadres et techniciens sera difficile dans la mesure où les salaires, payés par le Gouvernement, sont dérisoires et où tout un chacun est obligé "d'avoir des activités rémunératrices externes".

La méfiance entre les deux parties (Gouvernement et UNITA) est plus forte que prévue. Elle s'est traduite par l'impossibilité de réaliser un seul séminaire. Un travail de liaison et de dialogue permanent, par les expatriés, est indispensable à la poursuite du travail. L'importance, dans cette perspective, des consultants ou personnel expatrié doit être soulignée.

13. La réussite du projet passera par la constitution d'une équipe régionale de qualité et mobilisant principalement les compétences existantes dans la région. Pour cela, il apparaît nécessaire de :

- garantir aux techniciens et cadres du projet des conditions de vie décente, en les incitant à se rendre dans les villages,
- disposer d'une expertise internationale sur deux thèmes clés du projet : crédit, fertilité. Pour la production de semences, les compétences semblent exister dans la région. Pour les circuits de commercialisation, M. Rui DUARTE DE CARVALHO, qui a initié le travail, pourrait le poursuivre en apportant une aide au traitement des données et à la publication des travaux.

Un effort de formation aux techniques de recherche-développement et de vulgarisation pour les cadres et techniciens plus formels doit être entrepris. Cette formation pourrait être prise en charge par l'équipe expatriée, ici aussi avec l'aide des compétences existantes dans la région, en particulier au sein de l'ONG OIKOS.

Enfin, le caractère expérimental du projet et son évolution rapide font que des séminaires de programmation périodique doivent être envisagés, au moins à la fin de chacune des missions de F. JAPIOT.

## INTRODUCTION

Jean-Philippe TONNEAU s'est rendu en Angola du 09 au 27 avril 96, auprès du projet pilote de réhabilitation de l'agriculture et de l'élevage de la province de Huambo - TCP/Ang/6611.

Les objectifs assignés à cette mission étaient de finaliser le diagnostic, d'animer le séminaire de démarrage du projet et de développer avec les équipes concernées la méthodologie et le contenu des différentes sous-composantes.

Le projet *"Bridging Emergency with Development : a Project Pilot for Agricultural Rehabilitation in Huambo Province - TCP/ANG/6611"* a pour principaux objectifs :

- créer une "banque de données" au niveau de la province de Huambo, qui permettra, à court terme, de mettre en place les actions du projet et, à moyen terme, de préparer la planification de projets de développement de l'agriculture et de l'élevage, grâce :
  - à la mise au point de méthodes et d'outils d'identification, de planification et de mise en place d'actions de développement (zonage, diagnostic, enquêtes, etc.),
  - à la collecte d'informations (recensements, production agricole, etc.),
  - à un système d'échange d'informations entre les différents acteurs travaillant à Huambo (ONGs, agences internationales, MINADER, etc.),
  - à la constitution de référentiels techniques à partir des observations, des essais et des actions mis en place par le projet.
- reconstituer la capacité d'appui technique du MINADER aux petits producteurs de la province de Huambo :
  - par la formation des techniciens du MINADER à l'identification, la planification, la mise en place et le suivi d'actions de développement,
  - par la mise au point de méthodes et d'outils de "recherche-actions".
- participer à la réhabilitation de la capacité productive des petits producteurs de la province de Huambo par la mise en place d'actions pilotes de "recherche-développement" : multiplication de semences, diagnostic et reconstitution de la fertilité, réintroduction de la traction animale, mise en place de programmes de financements ruraux.

Le document d'identification du projet prévoyait que la première phase du projet soit consacrée à la réalisation d'un diagnostic rapide des systèmes de production dans deux zones par deux équipes pluridisciplinaires de techniciens (Gouvernement et UNITA) avec les producteurs de chaque région. Ce diagnostic devait permettre de choisir avec précision les sites, de définir le public cible et d'orienter les actions.

Le projet a été initié à compter du 13 mars 96 avec l'arrivée en Angola, d'un expert de la FAO, M. François JAPIOT, chargé de la conception, de la coordination et de l'exécution du projet.

L'intervention de cet expert est prévue par la réalisation de quatre missions d'une durée totale de cinq mois, réparties au long des 18 mois de durée du projet.

La première mission (13 mars - 24 avril 96) a été consacrée à la réalisation du diagnostic rapide des systèmes de production. Le diagnostic s'est surtout basé sur l'analyse de quatre villages, deux dans le municipe de Caàla (Capari, Cassoco) et deux dans le municipe de Tchikala-Tcholohanga (Chicala et Chissako). La réalisation de ce diagnostic, qui a compté avec la participation de M. DUARTE DE CARVALHO, anthropologue et consultant national, est détaillée dans le rapport d'exécution de F. JAPIOT. L'organisation de deux équipes de cadres, l'une basée à Huambo, l'autre à Bailundo, et leur formation ont été des préalables au travail de terrain (enquêtes et restitution).

La mission de J.Ph. TONNEAU avait pour objectifs, à la lumière des résultats du diagnostic, de contribuer à la programmation des actions et de préciser avec les autorités du MINADER, les calendriers et les moyens à mobiliser. Ce travail s'est traduit par la réalisation de séminaires de lancement de projet. Ces séminaires ont une durée de 5 jours. Une journée destinée aux responsables des ONGs et des principaux cadres du MINADER et de la délégation du Ministère du Plan, a été consacrée à la présentation du diagnostic régional. Deux fois deux jours ont été consacrés à la programmation des activités avec chacune des équipes. Il a été en effet impossible de réunir ces équipes en un seul lieu.

Les termes de références de la mission sont présentés en annexe 1.

Le rapport rappelle d'abord le contexte et les attentes du projet. Il présente ensuite les résultats du diagnostic, analyse les contraintes institutionnelles à la réalisation du projet, étudie la validité des actions prévues et propose un calendrier de mise en oeuvre.

En annexe sont présentés les supports pédagogiques utilisés au cours du séminaire (méthode de diagnostic régional et villageois, recherche-développement, etc.), le plan de travail détaillé pour les trois prochains mois avec les fiches de questionnaires et d'enquêtes et les protocoles d'essais.

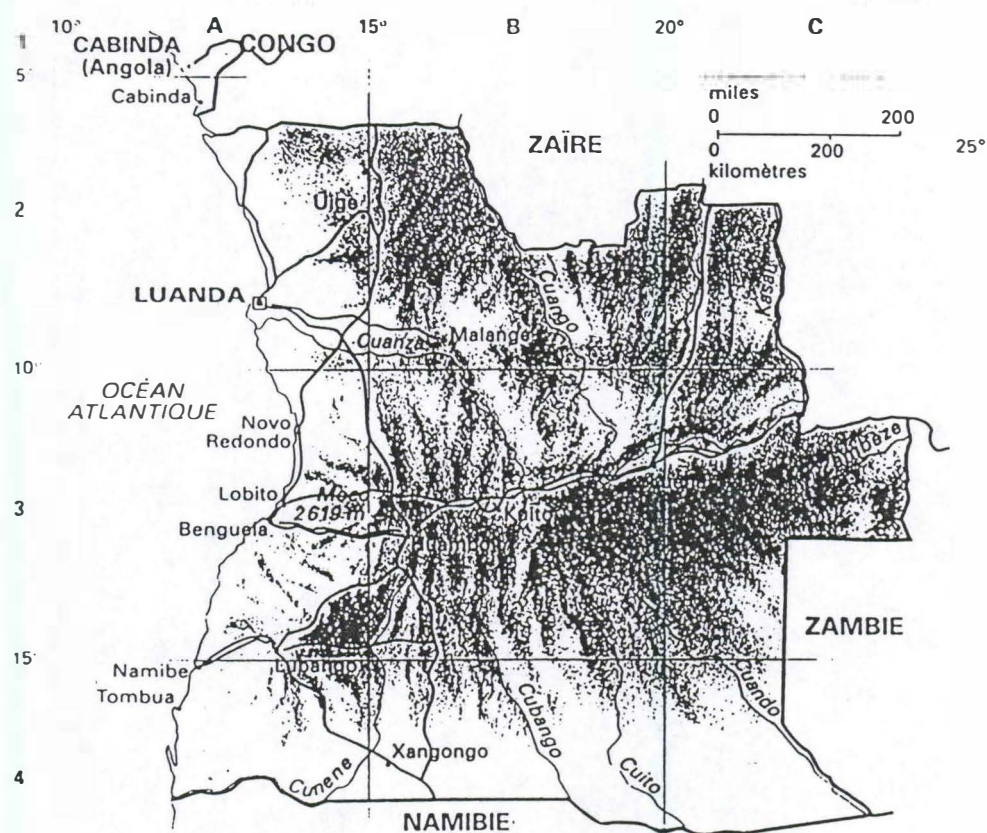
## **1. CONTEXTE ET ATTENTES DU PROJET**

### **1.1. Une agriculture coloniale puissante**

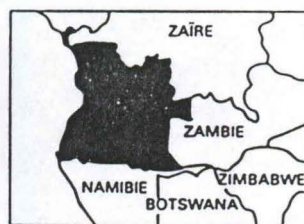
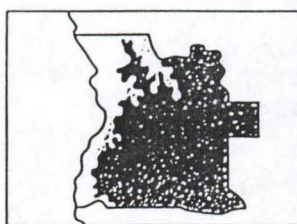
La province de Huambo fait partie de l'Unité Ecologique dénommée "Plateau Central Angolais" (cf. carte n°1). Ce plateau s'élève entre 1 500 et 2 500 m. Il a une superficie étendue (79 040 km<sup>2</sup>, soit 6 % de la superficie du pays). La province de Huambo occupe une superficie de 38 721 km<sup>2</sup>.



# Angola



## Relief



Les conditions édaphiques de la zone (pluviométrie relativement abondante et bien distribuée de 1 100 à 1 400 mm en moyenne, les températures modérées, les pénéplaines permettant une mécanisation aisée...) en ont fait une zone de très fort développement agricole durant la colonisation portugaise.

Les chiffres de production en 1972 sont impressionnants (920 000 t. de maïs). Huambo, capitale régionale, atteignait une population de 61 000 habitants. Le secteur agro-industriel était puissant (capacité de stockage et de traitement...). Des banques, des instituts de recherche, des instituts techniques de formation, une faculté des sciences agraires existaient et sont autant de preuves du dynamisme de la région. Le chemin de fer de Bengala assurait l'exportation des produits vers les autres régions du pays, les autres colonies portugaises et même le Portugal.

Avant l'indépendance, deux systèmes cohabitaient dans l'économie agricole de la région. Les entreprises rurales avaient une superficie relativement importante. Elles étaient mécanisées, utilisaient de nombreux facteurs de production et étaient spécialisées principalement sur la production de grains. Ces entreprises étaient dirigées par une population d'origine essentiellement portugaise.

Durant la colonisation, sauf cas notoire du programme de vulgarisation rural de Bié, le secteur d'entreprises mobilisait la plus grande partie des aides publiques (financement, appui technique, recherche...).

Le secteur dit traditionnel, d'agriculture familiale, était commercial et intégré au marché. La traction animale était généralisée. Environ 50 % des exploitations l'utilisait (transport et labour, souvent). L'utilisation des engrais était stable, beaucoup moins importante que l'image qui en est restée. Elle n'était réellement ancrée dans les habitudes que dans les zones près des villes. Ainsi, le rapport 74 de la mission "d'extension rurale" souligne, pour le nord-ouest de la province, des rendements moyens faibles (autour de 300 kg/ha), du fait de la pauvreté des sols et de l'absence d'engrais. C'était en fait des circuits de commercialisation très denses (une boutique pour 500 habitants en 1973) qui drainaient la production agricole, essentiellement le maïs, vers les silos des villes situées le long du chemin de fer de Benguela, en vue de leur exportation vers les villes côtières, les autres colonies portugaises et même la métropole.

Le développement indéniable de l'agriculture coloniale en fait la référence pour de nombreux acteurs. On peut néanmoins douter de la validité de ce modèle, probablement largement subventionné, de toute manière protégé dans le cadre de l'économie impériale portugaise et dépendant d'un système de commercialisation très dense qui drainait toutes les capacités de production des populations. En effet, la richesse de la province était relative. Elle ne garantissait pas des revenus suffisants au secteur traditionnel. Le prix d'achat au producteur était 5 fois inférieur à celui obtenu au niveau des silos. Une majorité de la population masculine était obligée de s'expatrier pour des contrats de travail de 6 mois à 1 an dans les plantations de café, de canne et de sisal des provinces de Uige et du Cuanza Sul.

### **1.2. Une situation dégradée : 1974-1992**

Dès l'indépendance, l'agriculture de la région s'est trouvée en crise. L'exode des populations d'origine portugaise a entraîné la nationalisation des fermes abandonnées, organisées en grands combinats. Tous les moyens de la politique agricole gouvernementale ont alors été orientés vers ces grands combinats qui ont connu l'échec du fait de problèmes de gestion.

Le secteur "traditionnel" n'a guère été pris en considération jusqu'à la fin des années 1980, où des expériences pilotes "d'Extensao Rural", inspirées par les théories de recherche-développement étaient décidées. La reprise violente du conflit, après les élections de 1992, sur l'ensemble du territoire, a empêché que les expériences puissent aller à leur terme et être diffusées dans le cadre de l'IDA (Instituto do Desenvolvimento Agrario), comme prévu par les recommandations du Séminaire de Bié de mai 1992.

Par ailleurs, le système de commercialisation privé a disparu et n'a été que très partiellement substitué par l'entreprise d'Etat ENCODIPA (Entreprise de Commercialisation et de Distribution pour la Production Agricole) qui a cessé toute activité en 1986.

L'inefficacité, à la fois des fermes d'état et de la ENCODIPA, a provoqué une diminution de la production (désorganisation et capacité de gestion limitée dans les fermes d'état ; fourniture restreinte d'intrants pour le secteur paysan) et la commercialisation. Dès 1975, les quantités produites et commercialisées chutèrent d'autant plus que l'insécurité s'installait dans la zone. Les services de l'Etat restreignaient leurs actions aux zones près des villes et des axes routiers. La réforme économique et la privatisation, décidées à la fin des années 80, ont rétrocedé ces activités aux agents économiques privés. Mais ces derniers ont souffert des conditions d'insécurité et de la faible disponibilité de ressources monétaires en devises.

### **1.3. Une situation d'urgence : 1992-1995**

La région de Huambo a particulièrement souffert de la guerre. Les mouvements de population ont été importants, une grande partie du troupeau a disparu. Les bâtiments publics, y compris ceux des zones rurales, ont été détruits ou fortement endommagés, les structures de l'Etat ont été complètement désorganisées, l'exode des cadres généralisé, les bibliothèques éparpillées.

Les données manquent cruellement. Seules des données démographiques partielles existent. Elles sont établies dans le cadre des programmes d'urgence de distribution de vivres ou de semences. Mais la gravité de la situation peut être illustrée par les chiffres de l'aide humanitaire, transitant par Huambo.



Aux programmes d'aide alimentaire se sont juxtaposés des programmes d'urgence, chargés de la distribution de facteurs de production (semences et outils). Ces programmes sont essentiellement gérés par des ONGs.

Les responsables de l'Etat et de l'aide internationale reconnaissent qu'ils mesurent mal, à la fois l'impact et le degré de satisfaction par rapport aux besoins de ces actions. Un consensus existe néanmoins sur la nécessité de développer de nouvelles activités plus ambitieuses, plus porteuses d'avenir. C'est l'objectif des programmes de réhabilitation actuellement lancés.

#### **1.4. Des programmes de réhabilitation : préparer des actions de développement ?**

Les objectifs reconnus de ces programmes de réhabilitation pour le monde rural sont :

- relancer la production agricole,
- réhabiliter les infrastructures,
- réorganiser les services de l'Etat. Ce dernier n'a actuellement qu'une capacité d'intervention très limitée et donne en sous-traitance la plus grande partie de ses fonctions aux ONGs.

Un autre objectif, moins souvent revendiqué, est de réorganiser le tissu social du monde rural. Les différentes politiques agraires et la situation de guerre ont désorganisé les structures sociales traditionnelles et ne les ont guère préparées aux défis que devra relever l'agriculture angolaise. L'alcoolisme très répandu est le signe le plus évident de cette déstructuration.

***Le contenu exact des actions à mener dans le cadre de ces projets reste souvent à définir. A court terme***, les actions de relance de la production et de réhabilitation des infrastructures s'imposent. Mais quelles actions sont les plus porteuses en terme de réponse immédiate aux nécessités des populations ?

La question renvoie ici aux démarches utilisées. Sans nier l'urgence qui nécessite intervention de masse et rapidité, il y a lieu de réfléchir à une meilleure définition des besoins des agriculteurs, en prenant en compte la diversité des situations. Cette constatation pose, en fait, le problème de la formation des agents et d'une certaine structuration (restructuration) du monde rural. ***Comment utiliser les programmes d'urgence pour initier un travail d'organisation, de structuration et de formation à la fois du milieu rural et des intervenants ?***

*Pour le moyen terme*, une réflexion plus prospective doit être engagée. Outre le contenu technique des actions, cette réflexion doit s'intéresser aux structures de production à privilégier en fonction des impératifs économiques, sociaux et environnementaux (un développement durable et plus juste socialement ?). Quelles places respectives donner aux entreprises rurales<sup>1</sup> et à une agriculture familiale ou paysanne ?

Les réponses à ces questions (et à bien d'autres qui apparaîtront au fur et à mesure de l'évolution des situations agraires) ne sont pas évidentes. Elles sont pourtant indispensables pour définir les grandes lignes des politiques agraires.

C'est le rôle du MINADER et de sa Délégation à Huambo de coordonner la définition de réponses, en vue de l'élaboration de politiques agraires, en fonction du rôle de l'Etat et des services de l'agriculture dans les prochaines années.

C'est cette situation qui justifie les choix du projet, choix d'appui aux structures d'état en vue de la restauration des capacités de service et la préparation de projets de développement et politiques agraires. Les rôles respectifs entre Etat, ONGs, privés, organisations professionnelles sont au coeur de la réflexion à engager, du modèle de développement à "tirer d'expériences concrètes".

### **1.5. De très fortes contraintes**

La réorganisation des services de l'Etat et l'élaboration d'un modèle de développement se font dans un cadre de très fortes contraintes politiques, sociales et institutionnelles.

L'insécurité et le risque permanent sont la première de ces contraintes. Les actions d'éléments incontrôlés, les frontières entre les zones de l'UNITA et du Gouvernement perturbent à la fois la production et la circulation des marchandises.

En second lieu, l'Etat et ses services sont peu présents dans le monde rural. La capacité d'intervention est inexistante. L'Etat a délégué toutes ses fonctions dans ce domaine aux ONGs. Mais la capacité d'élaboration de projets et de politiques n'est pas plus développée, par manque d'instruments, de cadres et par une dispersion de la prise de décision, liée aussi à la difficulté de communication. Enfin, les cadres ont des conditions de vie des plus précaires, les salaires sont dérisoires et la multiplication d'activités parallèles est devenue une nécessité pour la survie des familles.

---

<sup>1</sup> A l'initiative de quelques fonctionnaires, elles réapparaissent

Enfin, et plus grave, il y a une absence générale de projet à long terme. La seule ambition est la survie quotidienne ou la réussite professionnelle. Peu de règles morales ont résisté. Cette constatation peut être faite dans les villes mais aussi dans les villages où la déstructuration sociale est impressionnante. Le développement de la production de boissons alcooliques et, en conséquence, de l'alcoolisme en est le signe évident. L'absence d'organisation sociale, traditionnelle ou moderne, rend difficile la réalisation de tout projet, même limité.

### **1.6. Ambitions du projet pilote**

Ces contraintes permettent de mieux comprendre l'esprit du projet de réhabilitation de l'agriculture dans la province de Huambo. Ambitieux dans ses perspectives de reconstruction des services de l'Etat, il doit être modeste dans ses objectifs opérationnels. Il veut d'abord impliquer les services de l'Etat dans des opérations concrètes de développement, en vue de la mise au point d'outils et de méthodes et la formation des agents de l'Etat à ces outils et méthodes pour mieux prendre en compte les besoins des producteurs, garantir une meilleure participation de ces derniers à l'élaboration et à la gestion des projets, favoriser la création d'organisations de producteurs, définir de nouvelles relations Etat/intervenants/producteurs.

Le projet pilote de Huambo doit donc inventer "des formes d'interprétation" dans un contexte difficile où le contenu des actions à mener reste flou.

Les orientations récentes de la recherche-développement peuvent aider à répondre à ce défi. En ce sens, nous avons proposé que les actions de recherche-développement soient, dans un premier temps, l'ossature du travail du projet. Pour cela, chaque thème d'études retenu devrait produire, à la fois :

- des "références techniques", comprises comme une description à la fois de "techniques" et "des conditions de leur application au milieu",
- des pratiques organisationnelles, se préoccupant de créer des organisations paysannes de différents types, mais toujours très finalisées en vue de la résolution de problèmes concrets ou de la mise en valeur de potentialités,
- de connaissances complémentaires, qui vont enrichir la perception des systèmes agraires et qui permettent d'obtenir les éléments nécessaires à l'évaluation des propositions d'intervention.
- des pratiques de vulgarisation, favorisant le dialogue entre les différents acteurs (restitution, moyens de communication...).

C'est dans cette perspective que la mission a travaillé, en parfait accord avec l'équipe du projet.

D'un point de vue opérationnel, cette orientation a conduit à privilégier des actions intégrées, limitées dans le temps et l'espace et incorporant recherche, formation, animation en vue de l'organisation des producteurs. En ce sens, la recherche-développement est une expérimentation sociale et elle se veut productrice de méthodologies de vulgarisation.

Mais les conditions "expérimentales" (mobilisation de ressources financières et humaines relativement abondantes) peuvent créer des "situations exceptionnelles", justifiant l'efficacité de l'opération mais empêchant toute "répétition". D'où l'importance de définir avec précision, par une analyse macro-économique, les secteurs d'activités et les actions "possibles" et de valoriser les résultats méthodologiques par un ample effort de formation.

Dans cette perspective, le projet pilote doit préparer la délégation de Huambo, ses services et ses cadres, à assumer deux grands types de tâches :

- celles liées à la mise en place et l'appui aux projets et initiatives de développement. Elles concernent :
  - \* l'animation d'un réseau de réflexion méthodologique, valorisant et confrontant les différentes expériences,
  - \* l'adaptation, la systématisation et la diffusion des acquis techniques,
  - \* les actions de formation en direction des cadres, des agents et des producteurs.
- celles liées à une analyse macro-économique permettant, sur la base de la compréhension globale des sociétés rurales, de définir les grandes options du développement rural. Elles concernent la mise en place d'un système d'information (collecte de données, traitement, planification concertée...).

Le diagnostic réalisé durant la première phase du projet pilote a donc deux objectifs principaux : définir les grandes lignes d'actions d'un projet de réhabilitation mais aussi préparer la valorisation des résultats par leur positionnement face à la situation régionale, économique et sociale.

## **2. LE DIAGNOSTIC**

### **2.1. Introduction**

L'absence de donnée statistique, la difficulté à aborder de manière globale la région et des impératifs opérationnels ont conduit à privilégier, dans un premier temps, le diagnostic des systèmes de production dans quatre villages des municipes de Caála et Vila Nova. Les résultats de ces diagnostics villageois sont présentés dans les rapports de MM. JAPIOT et DUARTE DE CARVALHO.



Ces diagnostics ont permis de constater des situations très contrastées qui sont peu liées aux conditions édaphiques mais à la localisation par rapport aux centres urbains et aux grands axes de circulation et à la capitalisation des exploitations.

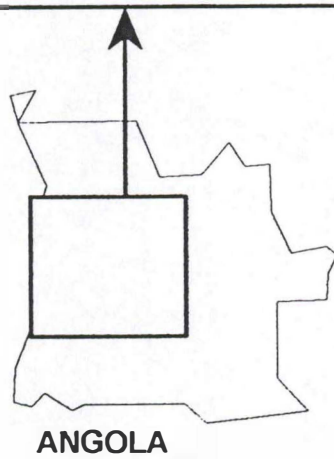
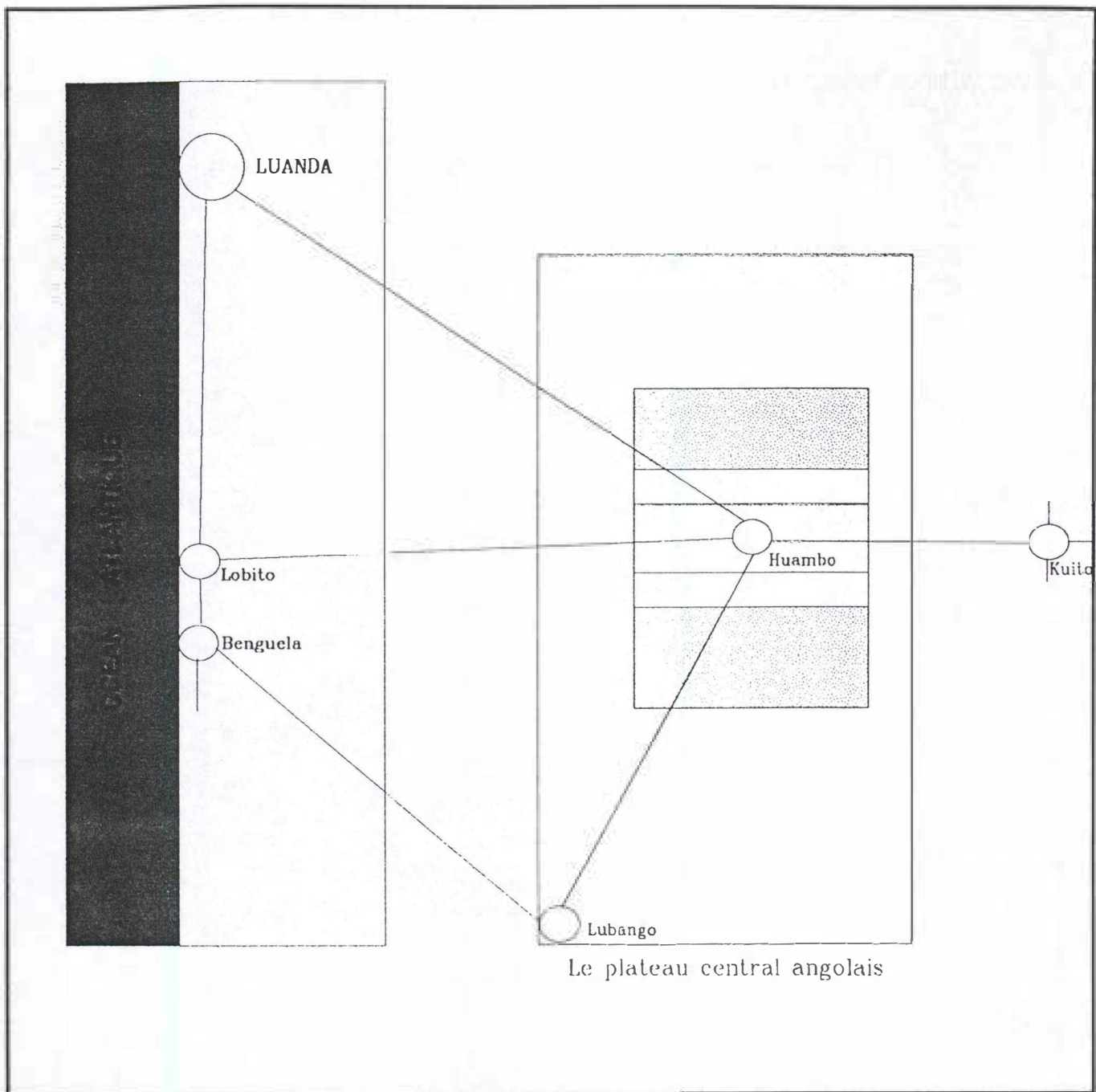
En effet, la décapitalisation et la déstructuration des systèmes de production sont directement liées à la violence et à la permanence des combats. Ces combats se sont surtout concentrés le long des villes (Huambo principalement, mais aussi Bailundo) et des axes de circulation, en particulier l'axe routier (et ferroviaire) qui traverse la province entre Ukuma et Kuito. Les situations les plus éloignées des villes et des axes ont été les plus préservées.

Les zones proches des villes et des axes de circulation connaissent une situation paradoxale. Ce sont celles qui ont le plus souffert des conflits et combats mais elles profitent aussi du pôle de consommation que représentent les villes et les axes, même si du fait de "l'économie de guerre" qui prévaut (mobilisation des ressources disponibles vers des secteurs non productifs), les villes connaissent un niveau de consommation faible. Le niveau des échanges est bas. L'insécurité a limité les échanges à des échanges de proximité. Les systèmes de commercialisation restent très insuffisants. On constate une tendance à l'autarcie économique des sociétés rurales. L'intensité de ce phénomène est inversement proportionnelle à la "proximité" des villes. Les villages, non desservis par les axes de communication, vivent en économie presque indépendante.

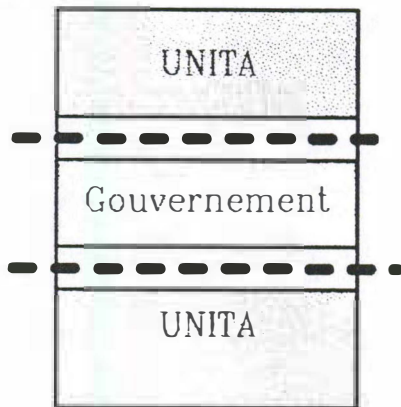
Ces hypothèses permettent de définir schématiquement deux grandes situations :

- les zones proches des villes et du couloir des axes de circulation. Ce sont ces zones qui ont le plus souffert des perturbations liées aux conflits. Les systèmes de production ont été profondément décapitalisés et le niveau de production, du fait de la rareté des moyens de productions, est limité. Mais ces zones bénéficient aussi de l'avantage de la proximité des marchés. Dans ces zones, les problèmes principaux semblent liés à la production (fertilité des sols, absence de moyens de production...).
- les zones éloignées des villes et des axes de circulation qui ont moins souffert de la guerre. La situation de production y est meilleure, le niveau de production est plus élevé, les moyens de production plus conséquents. Par contre, leur enclavement a empêché l'évacuation des produits et des excédents existants. Ce n'est que récemment que les commerçants ont repris leurs activités et ont permis l'évacuation d'un certain nombre de produits, évacuation qui peut être constatée aux points de contacts entre les zones UNITA (où cette situation est la plus fréquente) et les zones gouvernementales. En particulier, la ville de Tchikala-Tcholohanga (Vila Nova) semble être un centre de transit important.

La carte n° 2 représente les principales zones et tente d'indiquer les flux.

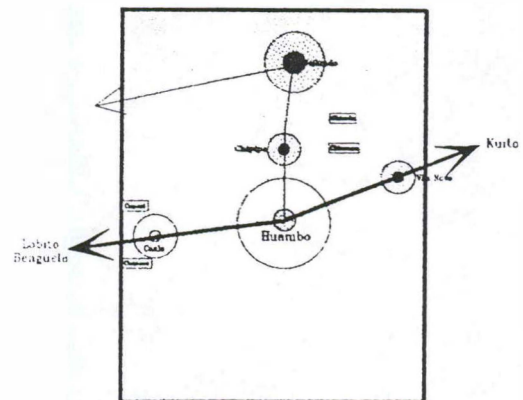


# LA PROVINCE DE HUAMBO



## couloir et frontières

Le cadre administratif de la province est celui qui résulte de son statut de province autonome (loi n° 1/90) et de son statut de province de l'Etat (loi n° 1/91).  
 1. La province est limitée au Nord et au Sud de la province.  
 2. La province est limitée à l'Est et à l'Ouest de la province.  
 3. La province est limitée à l'Est et à l'Ouest de la province.



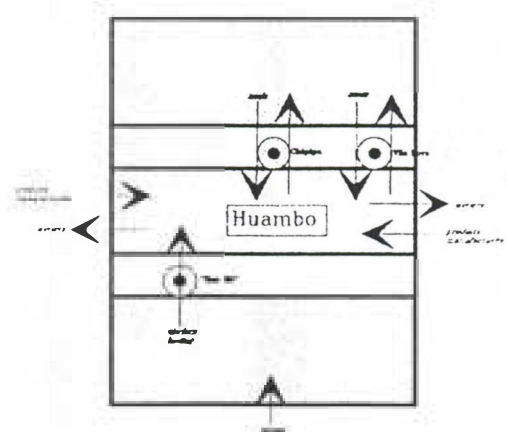
## centres urbains et voies de communication

(Légende) "Village - phare"  
 Centre urbain  
 Route



## ressources naturelles et systèmes de production

Le cadre des "ressources naturelles" est celui qui résulte de son statut de province autonome (loi n° 1/90) et de son statut de province de l'Etat (loi n° 1/91).  
 1. La province est limitée au Nord et au Sud de la province.  
 2. La province est limitée à l'Est et à l'Ouest de la province.  
 3. La province est limitée à l'Est et à l'Ouest de la province.



## zones d'échanges et circulation des marchandises

0 50 100 150 200 km





Cette distinction schématique a le mérite de la clarté mais, évidemment, toutes les situations intermédiaires existent.

Les quatre villages dans lesquels ont été réalisés les diagnostics appartiennent, soit à la zone proche des villes, soit à des zones intermédiaires. La situation éloignée de villes et des axes n'a été appréhendée que par témoignages qui méritent une vérification grâce à des enquêtes complémentaires.

Nous présentons ci-après les principales caractéristiques des deux situations retenues.

## **2.2. Les zones proches des villes et des axes de circulation**

### ***2.2.1. Les principales caractéristiques***

Près des villes (Huambo, Bailundo, Caála) et des axes de circulation, les éléments déterminants pour la compréhension des situations sont les suivants :

- un marché potentiel important pour les produits alimentaires de base (maïs, haricot, viande) mais aussi fruits et légumes et bois/charbon de bois,
- la présence de producteurs qui ont aussi des activités de commerce,
- une commercialisation directe possible,
- des zones traversées par les combats et où l'insécurité reste forte, ce qui a provoqué une décapitalisation, en particulier par la disparition presque totale du cheptel. Par ailleurs, les vols des récoltes sur pied limitent la mise en valeur des terres les plus éloignées des villages.
- une différenciation sociale importante. Certains producteurs ont pu conserver (ou acquérir) des animaux. Ils disposent de ressources financières leur permettant l'achat de semences et d'engrais (en faible quantité), la location de tracteurs, le recours à des travailleurs temporaires, issus des communautés. Il est difficile d'expliquer cette différenciation sociale. Est-elle liée à des situations héritées (en particulier accès privilégiés aux zones de bas-fonds plus riches), à une certaine chance dans la préservation des biens, à des activités commerciales ou à des revenus extérieurs (salaires, subventions...) ?

Quatre grands types d'activités dominant :

- la production de grains. Elle concerne essentiellement le maïs, le haricot et le sorgho. La culture de blé et du niébé existe. On constate le développement du sorgho du fait de la distribution de semences par les ONGs, mais aussi parce qu'il est plus résistant aux sécheresses et moins exigeant en terme de fertilité. La production semble à peine suffire aux besoins de la population locale, même si cette dernière en commercialise une partie.

La culture du maïs perd de son importance au profit du sorgho, mais aussi du manioc et de la patate douce qui sont devenus des éléments déterminants de l'alimentation.

- la production de fruits et légumes. La production de légumes concerne la patate douce, la tomate, l'oignon, le chou, la carotte, le poivron, l'ail, la salade. La pomme de terre est rare mais est fortement demandée. Pour les fruits, la canne est cultivée. Les autres fruits sont plus une activité de cueillette, utilisant les anciens vergers, actuellement mal entretenus : bananes, mangues, avocats, pommes, poires, pêches... La production est commercialisée directement sur les marchés des centres urbains.
- les activités de cueillette. Elles concernent le bois, le charbon de bois, les fruits sauvages. Ici, la commercialisation est directe, soit sur les marchés urbains, soit le long des routes.
- les activités de transformation et de commerce. La production de boissons alcooliques, à partir de tous les fruits, est généralisée. La production de gâteaux de maïs est fréquente. Enfin, les échanges de tous les produits, en très petite quantité, sont très fréquents.

La précarité des situations fait que les activités de production horticole, de cueillette, de transformation et de commerce sont essentielles à la survie quotidienne de nombreuses familles qui doivent assurer l'achat de leur alimentation de base.

### *2.2.2. Une typologie*

Dans les systèmes de production, ces différentes activités se combinent de manière variable. Les plus démunis tirent leurs principales ressources des activités de cueillette, délaissées par les agriculteurs disposant de moyens de production plus conséquents. De ces diverses combinaisons, une typologie peut être élaborée. Elle distingue en fait, deux types :

- des systèmes de survie où les activités non agricoles mobilisent la majeure partie de la force de travail. La production agricole est limitée du fait des difficultés liées à l'insécurité, aux manques de moyens de production.
- des systèmes de production agricole où les moyens de production sont plus conséquents (quelques paires de boeufs, revenus permettant l'achat de semences) et où l'intégration au marché est meilleure. L'histoire de l'exploitation semble jouer beaucoup. Ce sont les paysans les plus riches et les producteurs (entreprises rurales) du temps de l'avant conflit qui constituent la majeure partie de ces systèmes. L'importance de la taille de la famille semble être un autre élément favorable à la production. Le foncier ne semble pas être une contrainte en soi.

### **2.2.3. Les principales contraintes**

Les principales contraintes à la production apparaissent liées :

- à l'insécurité qui limite la mise en valeur de toutes les terres,
- aux facteurs de production. L'absence de boeufs de trait limite aussi la mise en valeur des terres disponibles plus éloignées. Les semences, en particulier pour la production horticole, sont très difficiles à obtenir et il n'y a que des capacités limitées de production.
- à la fertilité des terres de plateaux (culture pluviale) qui semblent devenir un facteur limitant prépondérant. Le recours à l'engrais est impossible pour des raisons de disponibilité mais aussi de coût (10 à 20 fois le prix d'un kilo de maïs). Le fumier ou même la poudrette sont quasiment inexistants. Les techniques de compost connues ne sont employées que dans les bas-fonds pour la production horticole et les jardins de case.

### **2.3. Les zones les plus éloignées des villes et des axes de production**

*Avertissement : ces zones n'ont pu faire l'objet d'un diagnostic. Les éléments présentés ne sont que des hypothèses qui doivent être vérifiées grâce à des enquêtes complémentaires.*

#### **2.3.1. Les principales caractéristiques**

Dans les zones les plus éloignées des villes (Huambo, Bailundo, Caála) et des axes de circulation, les éléments déterminants pour la compréhension des situations sont les suivants :

- les circuits de commercialisation sont insuffisants. Cette situation existe dès l'indépendance mais a été aggravée par les combats des dernières années. Le retour de la paix a favorisé des échanges et une certaine quantité de grains est retirée par les commerçants ambulants.
- une capacité productive non totalement mise en valeur du fait de l'absence de marché mais aussi d'une insuffisance d'animaux de trait et surtout de matériel aratoire, dont l'accès remonte à la période coloniale.
- une densité démographique plus faible, ayant pour conséquence des réserves de terre relativement importante.
- une différenciation sociale faible, surtout liée à la taille de la famille et à l'accès aux bas fonds.

- la présence de troupeaux. Dans la zone sud de la région, les troupeaux bovins sont plus importants que dans la zone nord où l'élevage est limité (pour des raisons climatiques ou culturelles ?) aux petits ruminants, aux porcs et à la volaille.

La production de grains domine (maïs, haricot et sorgho). La production de fruits et légumes, les activités de cueillette existent mais restent limitées à la consommation familiale.

En résumé, la production est, par nécessité, autarcique.

### ***2.3.2. Les principales contraintes***

Les principales contraintes à la production apparaissent liées :

- à l'enclavement qui limite les échanges. Il faut noter que les échanges se développent de manière très rapide ces dernières semaines.
- aux facteurs de production. L'absence de boeufs de trait limite, ici aussi, la mise en valeur des terres disponibles.

## **3. DES ORIENTATIONS POUR LE PROJET**

Les orientations proposées s'appuient sur l'analyse des situations actuelles, telles qu'elles ont été analysées grâce au diagnostic rapide. Elles respectent la distinction entre zones proches des villes et zones éloignées.

Ce sont ces orientations qui ont guidé la programmation des activités du projet pour les prochains mois. Mais elles ne peuvent être que provisoires. En effet, les situations changent très rapidement. Les échanges semblent, par exemple, se multiplier ces dernières semaines. Quels peuvent être les effets de ces échanges sur l'agriculture de la région ? Quelques hypothèses peuvent être émises. L'agriculture s'attachera, dans un premier temps, à répondre aux besoins alimentaires, d'abord régionaux (les centres urbains) et nationaux. D'autant plus que l'accroissement prévisible des revenus (sortie de l'économie de guerre), lié au programme de reconstruction et aux salaires et subventions distribués par l'Etat et l'aide internationale, devrait entraîner une augmentation de la consommation et de la demande en produits d'origine rurale.

Le développement des zones rurales de la région de Huambo passera par la capacité à répondre, en temps réel, à cette augmentation de la demande. Mais les systèmes de production souffrent de graves limitations. L'absence de moyens de production, en particulier des animaux de trait et de matériel agricole, est généralisée. Les coûts actuels des intrants, surtout des engrais, sont très élevés et les perspectives de les subventionner à court terme sont minimes.



La connaissance de la situation reste insuffisante, en particulier au niveau de :

- la nature de la demande et de la modification prévisible : qualitativement et quantitativement (diversification des habitudes alimentaires),
- la capacité des systèmes ruraux à répondre à cette demande, de manière durable (respect des équilibres écologiques et économiques). En particulier, la disponibilité en terre, le niveau exact de la fertilité actuelle des sols et les moyens de production disponibles (essentiellement animaux de trait et matériel agricole) doivent être mieux connus. Par ailleurs, des essais doivent permettre d'augmenter le nombre de spéculations possibles.
- l'organisation des marchés et filières qui se mettent progressivement en place. Permettra-t-elle la mise en marché des produits ?
- enfin, quelle politique agraire pourra être mise en place pour fournir les moyens de production et les intrants et garantir les prix agricoles ?

Les réponses à ces questions passeront par la mise en place d'un système d'information permettant la collecte des données nécessaires à la perception des évolutions de l'économie régionale.

#### **4. DES ACTIONS : UN PLAN DE TRAVAIL**

##### **4.1. Introduction**

Le projet a un mois d'existence. Durant cette très courte période, le projet s'est installé (bureau provisoire, moyens de déplacement garantis...). Un diagnostic a permis de donner quelques orientations au projet. Des équipes ont été constituées. Des séminaires de lancement de projet ont permis la présentation des objectifs du projet à l'ensemble des acteurs. L'acceptation en a été bonne. Un programme de travail pour les trois prochains mois a été élaboré. Compte tenu des difficultés spécifiques d'une situation de crise et de sortie de guerre, les résultats sont tout à fait satisfaisants. La dynamique de constitution d'équipe a été déterminante et s'est révélée lors des séminaires. C'est cette dynamique qui doit être confortée grâce à la mise au travail, dès début mai, dans les villages et dans la région, d'une vingtaine de cadres et techniciens autour des deux grands axes du projet : l'élaboration plus précise d'un diagnostic régional, grâce à la constitution d'un système d'information et la mise en place d'actions expérimentales.

Les activités prévues traduisent les orientations nées du diagnostic et présentées au chapitre 3. Elles s'intègrent aux différentes sous-composantes du projet : diagnostic régional, multiplication de semences, fertilité, traction animale, financement de la production agricole.

Ces activités sont le fruit de choix, faits lors des séminaires, choix par ailleurs discutables. L'évaluation rapide, par un suivi permanent, devrait permettre les corrections dès le mois de juillet, si nécessaire. Enfin, il est important de rappeler que ces actions ont, dans un premier temps, comme objectif essentiel le développement d'un travail des cadres et techniciens dans les villages.

Les activités prévues sont sommairement présentées dans le rapport, en séparant les actions à court terme (d'ici octobre) des actions à moyen terme. Elles ont fait l'objet de formation au cours du séminaire et d'élaboration de questionnaires d'enquêtes et de protocoles, qui sont présentés en annexes.

#### **4.2. Le diagnostic régional**

L'obtention de données sur l'économie régionale est une priorité du projet. Elle passera par la constitution d'un système d'information. Le terme de système d'information est utilisé pour caractériser la nécessité d'une actualisation périodique des données concernant la production et la commercialisation. Dans un premier temps, l'objectif est de finaliser le diagnostic régional d'ici août, grâce à des enquêtes complémentaires qui concerneront :

- des données de base concernant la région de Huambo (estimation de population, de production...),
- des diagnostics rapides dans les zones nord et sud de la province pour vérifier les conditions de production de ces zones (hypothèses de décapitalisation moindre),
- un recensement complet des quatre villages (population, troupeau).
- des enquêtes sur la consommation des principaux centres urbains.
- l'analyse des circuits de commercialisation, en se focalisant sur les principaux marchés de la région (marchés "consommateur" des centres urbains et marché d'échanges actuellement aux points de contacts entre les zones de l'UNITA et du Gouvernement).

A terme, l'objectif sera de pérenniser le système d'information (observatoire sur la région permettant une actualisation périodique des données).

Pour ces actions, des coopérations avec les ONGs sont envisagées pour multiplier les informations sur une base géographique étendue. La coopération avec les ONGs dépendra d'une meilleure explication des objectifs du projet. Les premiers contacts ont été parfois ressentis comme une volonté du gouvernement de limiter leurs actions.

### **4.3. La multiplication des semences**

Cette composante aura deux axes de travail.

Le premier concernera la multiplication des semences les plus utilisées actuellement, ou très fortement demandées dans les villages : maïs, haricot, niébé, légumes divers. Pour la prochaine saison de cultures (semis en juillet), la production de semences concernera les légumes, la pomme de terre et le maïs. Le choix de ces cultures a été fait en fonction des besoins exprimés par les agriculteurs, mais surtout des disponibilités de semences. L'objectif est avant tout de former les agriculteurs à la multiplication de leurs propres semences dans la perspective de difficulté d'obtention des intrants. Il s'agit, en fait, d'abord de développer une capacité de gérer le stock semencier. La production de semences proprement dite sera confiée à la station de Chianga et à un point d'essais régional situé à Bailundo<sup>2</sup>, le projet fournissant les intrants nécessaires. La multiplication de semences est une activité difficile qui nécessite un suivi de qualité et une organisation précise des relations entre agriculteurs producteurs de semences et les autres membres de la communauté. En ce sens, cette activité apparaît tout à fait intéressante en terme d'organisation de producteurs.

Un travail préliminaire à l'implantation de la multiplication de semences est programmé pour les mois de mai et juin :

- Définition en concertation avec les villageois :

- des espèces à multiplier,
- des modalités d'implantation,
- des modalités de redistribution de la production.

Des tests de vérification de la qualité et de l'adaptation des semences de maïs et pomme de terre introduite, en conditions paysannes, seront effectués.

A la lumière des premiers résultats et en fonction des disponibilités en semences de qualité, un nouveau programme sera élaboré pour la saison de culture commençant en novembre.

Le deuxième axe est plus prospectif. Il sera de la responsabilité de Chianga et du point d'essais de Bailundo. Dans la perspective d'une diversification des cultures, il s'agira de sélectionner des espèces et des variétés moins exigeantes que le maïs (sorgho) ou garantissant une sécurité alimentaire (manioc et niébé) ou permettant de répondre à des besoins oléagineux (arachides).

---

<sup>2</sup> Deux chercheurs ayant travaillé sur la multiplication des semences à Chianga durant une dizaine d'années sont actuellement basés à Bailundo et pourraient se charger de la supervision de ce point d'essais.



Des collections provenant des centres internationaux de recherche (sorgho, haricot, niébé, arachide) ou de la production locale (manioc) seront constituées en vue de la sélection des meilleures variétés potentielles. Au fur et à mesure des résultats, elles seront distribuées et testées en milieu paysan. Cette action a l'avantage de redynamiser la recherche en ciblant ses activités sur les besoins des agriculteurs.

#### **4.4. La fertilité**

Le diagnostic (cf. Supra) a montré l'importance des problèmes de fertilité et les difficultés à aborder ce problème. Il apparaît donc que l'essentiel du travail doit être, dans un premier temps, consacré à une étude sur les conditions exactes de la fertilité et sur la nature du compost utilisé. Un questionnaire provisoire a été élaboré. Il sera discuté avec les spécialistes de la Division des Sols (M. ANGÉ). Ce n'est qu'après le dépouillement de cette enquête que pourront être proposées des recommandations liées à la fabrication et à l'utilisation du compost et des fertilisants minéraux sur les produits horticoles. Enfin, la préparation d'un programme de fertilisation de fonds et amendements pourra être envisagée. La participation d'un spécialiste de la FAO sera judicieuse à ce moment, à la fois pour des recommandations en terme de vulgarisation et l'analyse des possibilités de politique de subvention des engrais.

#### **4.5. La réintroduction des animaux de trait**

La réintroduction des animaux de trait est une demande généralisée. Elle aura une action déterminante sur le niveau de production. Mais il faut se rappeler que la traction animale, qui se traduit par une augmentation des superficies cultivées, est un facteur d'intensification si elle n'est pas accompagnée d'autres mesures. Elle ne sera donc proposée que dans le cas où la disponibilité en terre est suffisante. Par ailleurs, elle devra être couplée avec des actions de prévention et de suivi sanitaire conséquents. Enfin, vu le faible niveau des crédits disponibles dans le cadre du projet, donc le nombre peu élevé de paires de boeufs pouvant être introduites, les critères de choix des bénéficiaires devront être particulièrement bien pensés, à la fois en terme économique (qui pourra rembourser ?) et sociaux. Quelques pistes de solutions ont été abordées durant le séminaire :

- la dotation à des entreprises sur des bases exclusivement économiques. Cette dotation favoriserait les producteurs les plus "installés",
- la création de petites entreprises fournissant du travail pour l'ensemble de la communauté à des prix fixés à l'avance, en fonction des impératifs de remboursement, le projet appuyant une organisation de production qui finance des privés.

- l'organisation en petits groupes partageant l'équipement. Pour avoir quelques chances de succès, ces groupes doivent être basés sur des liens familiaux ou d'amitiés ("compadres").

Ici aussi, comme pour la production de semences, un travail de discussion approfondie au niveau des communautés villageoises doit être fait. L'appui d'un spécialiste de crédit apparaît indispensable. Cette action sera engagée courant août pour se réaliser à compter du mois d'octobre.

#### **4.6. Financement de la production agricole**

Suite au diagnostic, les crédits pourront être appliqués principalement :

- à l'irrigation :
  - . financement d'ouvrages collectifs pour le développement des cultures dans les bas-fonds,
  - . financement de projets individuels (matériel d'irrigation).
- aux moyens de production :
  - . financement de stocks d'intrants (engrais, pesticides, outils...) au niveau des Organisations Paysannes.
- à la réintroduction de l'élevage :
  - . des animaux de trait (après une étude de rentabilité),
  - . du petit élevage (porcs, petits ruminants) pour une recapitalisation rapide.
- au financement de la production, en vue de la transformation en confitures, alcool de qualité..., réalisée par de petites unités artisanales basées à Huambo.

Ces actions seront précisées et les modalités de crédit définies grâce à une mission d'un expert aux mois de juillet-août et de la collaboration du sociologue, M. Rui DUARTE DE CARVALHO.

Cette mission devra définir :

- les possibilités économiques d'implantation de ces projets et leur localisation,
- les mécanismes de remboursement, en tenant compte de l'inflation (indexation sur le dollar, sur les produits),
- la prise en compte des risques (assurances).

## **5. ATOUTS ET CONTRAINTES DU PROJET**

Le projet "réhabilitation" est un projet ambitieux mais relativement bien adapté à la réalité de la province de Huambo. Sa mise en place a été plus que satisfaisante. Une dynamique de groupe s'est créée, une volonté de travail s'est faite jour, concrétisée dans la programmation d'activités avec responsabilisation de chacun des acteurs.

Néanmoins, le projet devra affronter un certain nombre de difficultés.

Le problème de logistique en est la première. Le transport est un problème clé dans la province, surtout pour l'équipe de Bailundo. Le Ministère de l'Agriculture ne dispose là d'aucun véhicule. Une partie importante du travail de la volontaire des Nations Unies sera de coordonner les activités de logistique.

La mobilisation des cadres et techniciens sera difficile dans la mesure où les salaires, payés par le gouvernement, sont dérisoires et où tout un chacun est obligé "d'avoir des activités rémunératrices externes". Mobiliser les cadres pour plus de deux jours les met dans des situations économiques pénibles. Il y a là absolue nécessité de leur donner quelques moyens pour qu'ils puissent se consacrer aux travaux de terrain. Un per diem par jour de terrain passé dans les villages serait la forme élégante.

La méfiance entre les deux parties (Gouvernement et UNITA) est plus forte que prévue. Elle s'est traduite par l'impossibilité de réaliser un seul séminaire. Elle rend aussi difficile l'emploi de consultants nationaux qui se refusent à travailler dans les deux zones. Un travail de liaison et de dialogue permanent par les expatriés est indispensable à la poursuite du travail. L'importance, dans cette perspective, des consultants ou du personnel expatrié, doit être soulignée. L'arrivée de la volontaire des Nations Unies et son implication dans les activités du projet doivent permettre de résoudre les problèmes de continuité qui n'auraient pas manqué de se poser durant les absences de F. JAPIOT.

## **6. RECOMMANDATIONS**

La réussite du projet passera par la constitution d'une équipe régionale de qualité et mobilisant principalement les compétences existantes dans la région. La qualité des débats, au cours des séminaires, a démontré que ces compétences existaient.

Pour cela, il apparaît nécessaire de :

- garantir aux techniciens et cadres du projet des conditions de vie décente, en les incitant à se rendre dans les villages, grâce à des per diems. Les sommes prévues pour les consultations nationales pourraient être affectées au financement des per diems.

En effet, la délégation de la FAO et l'équipe du projet ont rencontré de fortes difficultés à identifier des consultants de qualité disponibles pour des périodes de longue durée. Les consultations nationales ne devront pas, en règle générale, penser comme pouvant apporter une réelle expertise. Il s'agira plus de profiter de l'opportunité pour former des jeunes cadres à de nouvelles méthodes et approches. Le principe de per diems permettrait la mobilisation de compétences existantes dans les régions pour des durées plus courtes, donc plus facilement contrôlables.

- disposer rapidement d'une expertise internationale sur deux thèmes clé du projet : crédit, fertilité. Pour la production de semences, les compétences semblent exister dans la région. Pour les circuits de commercialisation, M. Rui DUARTE DE CARVALHO, qui a initié le travail, pourrait poursuivre en apportant une aide au traitement des données et à la publication des travaux. Un renforcement des moyens de transport peut être envisagé.
- favoriser le suivi du projet par des cadres des différents services techniques de la FAO afin que le caractère novateur de ce projet soit bien "approprié" et validé par l'institution.

Par ailleurs, un effort de formation aux techniques des recherche-développement et "d'extension rurale" pour les cadres et techniciens plus formels, doit être entrepris. C'est une demande. Cette formation pourrait être prise en charge par l'équipe expatriée, ici avec l'aide des compétences existantes dans la région, en particulier au sein de l'ONG OIKOS. Cela dispenserait de l'embauche d'un consultant national.

Enfin, le caractère expérimental du projet et son évolution rapide font que des séminaires de programmation périodique doivent être envisagés, au moins à la fin de chacune des missions de F. JAPIOT.

## **ANNEXE 1**

### ***TERMES DE REFERENCES***

**TCP/ANG/6611****Mandat****Spécialiste de la Recherche-Développement**

Sous la supervision directe du Chef, TCO2, la direction technique des divisions techniques composant le comité de pilotage du projet et en étroite collaboration avec l'équipe nationale et internationale du projet, le consultant devra effectuer les activités suivantes :

- Revoir avec le consultant international et l'équipe du projet les résultats de l'enquête rurale rapide et assister dans la finalisation du document de synthèse.
- Participer à la sélection des villages cibles pour l'expérience pilote.
- Animer le séminaire de démarrage du projet réunissant les équipes techniques et devant déboucher sur la production du plan de travail détaillé du projet.
- Revoir et développer avec l'équipe du projet les plans de travail détaillés, la méthodologie et le contenu pour les différentes sous composantes :

- . préparation du profil de la zone du projet,
- . multiplication de semences,
- . expérimentation sur la fertilité,
- . réintroduction de la traction animale,
- . financement de la production agricole.

A la fin de sa mission, le consultant préparera un rapport de mission incluant les principaux résultats de sa mission et les recommandations pour la poursuite du projet. Le rapport présentera en annexe les différents documents techniques produits durant la mission, et en particulier pour l'animation du séminaire, ainsi que les plans de travail détaillés des différentes composantes du projet.

**Durée de la mission :** deux semaines

**Lieu d'affectation :** Huambo



## ANNEXE 2

### Liste des personnes rencontrées

#### Rome (FAO) :

- M. COX
- M. TYLER
- M. MC MILLAN
- Mme VALAT
- M. THOMAS
- M. SORRENSON
- M. OLOFSON
- M. NOVOA
- M. ANGÉ
- M. CHIRGWIN
- M. SGARAVATTI

#### Angola :

##### *FAO*

- M. LIMA
- M. BEAUMONT

##### *MINADER*

- M. DOS ANJOS - Ministre de l'Agriculture
- M. CANGA - Vice Ministre de l'Agriculture
- M. BARROS DE ROSARIO - Directeur IDA

##### *Organisations Internationales*

- M. MENEZES - Coordinateur UCAH Huambo
- M. le Coordinateur PNUD Huambo
- M. RODRIGUEZ - Projet PREGE - MINADER

##### *ONGs*

- M. MAURILIO - Coordinateur OIKOS Huambo
- M. DENNY - Coordinateur "Save The Children" Huambo
- Mme BOUDROT - "Save The Children" Huambo
- M. HOLT - Economiste en mission "Save The Children" Huambo
- M. FITCHMULLER - Agronome "Croix Rouge" Huambo
- M. SULLIVA - Coordinateur "Concern" Huambo.

##### *Institutions privées*

- M. R. LEAL - Proquimica



**ANNEXE 3*****CALENDRIER DE LA MISSION***

<b>09 avril</b>	Voyage Montpellier - Luanda
<b>10 avril</b>	Luanda - Installation, contacts avec la FAO
<b>11 avril</b>	Luanda - Contact avec le Ministère de l'Agriculture : Ministre, Vice Ministre, Directeur IDA
<b>12 avril</b>	Voyage Luanda - Huambo Contacts avec le Délégué de l'Agriculture - Bibliographie
<b>13 avril</b>	Chipipa - Restitution des travaux
<b>14 avril</b>	Bailundo - Contacts avec le Secrétaire de l'Agriculture
<b>15 avril</b>	Huambo - Divers contacts sur production semences
<b>16 avril</b>	Préparation séminaires
<b>17 avril</b>	Séminaire ONGs
<b>18-19 avril</b>	Séminaire Huambo
<b>20-21 avril</b>	Séminaire Bailundo
<b>22 avril</b>	Voyage Huambo - Luanda
<b>23-24 avril</b>	Debriefing FAO - MINADER : Contacts divers
<b>25-26 avril</b>	Rome - Debriefing FAO